



## Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

**7365<sup>e</sup>** séance

Mercredi 21 janvier 2015, à 15 heures

New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. Barros Melet . . . . .	(Chili)
<i>Membres :</i>	Angola . . . . .	M. Gaspar Martins
	Chine . . . . .	M. Liu Jieyi
	Espagne . . . . .	M. Oyarzun Marchesi
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Power
	Fédération de Russie . . . . .	M. Churkin
	France . . . . .	M. Lamek
	Jordanie . . . . .	M. Hmoud
	Lituanie . . . . .	M <sup>me</sup> Murmokaitė
	Malaisie . . . . .	M. Haniff
	Nigéria . . . . .	M. Laro
	Nouvelle-Zélande . . . . .	M. McLay
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	Sir Mark Lyall Grant
	Tchad . . . . .	M. Mangaral
	Venezuela (République bolivarienne du) . . . . .	M. Ramírez Carreño

### Ordre du jour

Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Feltman.

**M. Feltman** (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, je vais brièvement informer le Conseil de l'évolution de la situation liée au conflit dans l'est de l'Ukraine, ainsi que de la visite que j'ai effectuée dans ce pays du 15 au 17 décembre 2014, dans le prolongement des bons offices du Secrétaire général.

Je voudrais commencer par dire clairement notre inquiétude. Après des semaines de calme relatif, le Conseil se réunit aujourd'hui alors que l'est de l'Ukraine est le théâtre des affrontements les plus graves enregistrés depuis que le cessez-le-feu et les accords conclus à Minsk ont été signés le 5 septembre. Les signes encourageants de progrès, tel que l'échange de plusieurs centaines de prisonniers, sont rapidement éclipsés par la reprise des combats et l'aggravation de l'impasse politique. L'Ukraine, tout comme ses voisins et l'ensemble de la région, ne peut se permettre le statu quo violent actuel. L'intensification des combats risque de rendre caducs les accords conclus à Minsk.

Bien que les violents combats de ces derniers jours se soient initialement concentrés autour de l'aéroport de Donetsk, le nombre de morts et de blessés, notamment parmi les civils innocents, augmente rapidement ailleurs, à mesure que la violence s'étend aux régions de Donetsk et de Lougansk, y compris à des zones civiles densément peuplées, comme la ville de Donetsk. Le conflit se rapprocherait dangereusement aussi de villes telles que Marioupol et Debaltsevo,

et menacerait des régions qui étaient jusqu'à peu relativement calmes. Autre signe d'escalade : il est fait état de renforts de combattants des deux côtés, accompagnés du déploiement d'un armement plus lourd et plus sophistiqué. À Davos aujourd'hui, le Président Poroshenko a déclaré qu'il y avait plus de 9 000 soldats de l'armée régulière russe en Ukraine, accusation que Moscou réfute.

Le 13 janvier, effet direct de la reprise des combats, 12 civils ont perdu la vie et 17 autres ont été grièvement blessés lorsque leur autocar a été touché par un obus à Volnovakha. L'ONU n'a aucun moyen de vérifier les faits de façon indépendante, mais après s'être rendue sur le site à trois reprises et avoir procédé à une analyse des cratères, la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et de la coopération en Europe, déployée en Ukraine, a conclu que :

« Les roquettes qui ont causé les cratères 1 et 2 ont été tirées depuis une direction nord-nord-est » et que « les projectiles peuvent avoir été tirés à une distance d'environ 20 kilomètres du point d'impact. La Mission spéciale d'observation n'est pas en mesure de vérifier de façon indépendante le point d'origine des roquettes ni d'identifier l'entité qui les a tirées ».

Comme le Secrétaire général l'a indiqué, cet acte, qui doit faire l'objet d'une enquête approfondie et dont les auteurs doivent être traduits en justice, est un rappel brutal de la nécessité urgente de faire cesser les violences.

Je souhaite également dire quelques mots sur la situation humanitaire, qui a continué de se détériorer avec la nouvelle intensification du conflit. Un pays, qui, il y a un an encore, ne comptait pas de déplacés, en recense aujourd'hui pas moins de 850 000 à l'intérieur de ses frontières et plus de 600 000 dans les pays voisins, selon des sources ukrainiennes.

Il faut assurer l'accès du personnel humanitaire pour qu'il puisse faire son travail vital. Toutes les parties au conflit ont l'obligation de garantir un accès humanitaire libre et sans entrave à toutes les populations dans le besoin, indépendamment de l'endroit où elles se trouvent, et elles doivent également respecter pleinement le droit international humanitaire. Une directive récente concernant le franchissement de la ligne de contact à partir des zones contrôlées par le Gouvernement vers celles contrôlées par les rebelles pourrait rendre extrêmement difficile l'acheminement de

l'aide humanitaire aux zones qui échappent au contrôle du Gouvernement. Il est crucial que les ressources nécessaires soient mobilisées pour répondre aux besoins essentiels sur le terrain. Le Plan d'intervention stratégique pour 2015 nécessite 189 millions de dollars, et peu d'engagements ont été pris à ce jour.

Malheureusement, l'intensification des combats s'est accompagnée de récriminations mutuelles entre Kiev et la Russie, et l'impasse demeure sur les fronts diplomatique et politique. Comme l'a maintes fois souligné le Secrétaire général, rien ne peut remplacer un dialogue direct et constructif pour avancer vers le rétablissement de la paix. L'application d'un cessez-le-feu durable, qui n'en a aujourd'hui que le nom, est urgente et figure au premier rang des préoccupations. La ligne de contact doit être respectée, et les autres éléments du plan de paix général de Minsk doivent être mis en œuvre dans les meilleurs délais. Nous espérons que la réunion au format Normandie tenue aujourd'hui à Berlin au niveau des Ministres des affaires étrangères permettra d'accomplir les avancées nécessaires pour que les accords de Minsk soient de nouveau mis en œuvre et que les chefs d'État ayant participé à la rencontre tenue en Normandie puissent de nouveau se retrouver. La diplomatie doit l'emporter.

Les accords de Minsk représentent une base solide pour le règlement du conflit dans le Donbass. Il ne saurait y avoir de tentative unilatérale d'en altérer les dispositions, et aucune partie ne doit interpréter de manière sélective les clauses des documents. Nous croyons comprendre que les divergences apparentes dans l'interprétation des accords de Minsk sont minimes, mais le choix d'un autre moyen que le dialogue pour en venir à bout a de profondes répercussions.

Dans la lignée des bons offices du Secrétaire général, je suis retourné à Kiev du 15 au 17 décembre 2014 pour avoir un échange de vues avec le Président Poroshenko, le Premier Ministre Yatsenyuk, le Ministre des affaires étrangères, M. Klimkin, et le Président du Parlement, M. Hroïshan, et avec les partenaires internationaux et bilatéraux. Maintenant qu'un nouveau Gouvernement ukrainien a été formé par le Premier Ministre Yatsenyuk, tous les interlocuteurs ont exprimé leur conviction qu'il n'était plus possible d'attendre et que des réformes économique, législative, judiciaire et politique approfondies et attendues depuis longtemps devaient être entreprises immédiatement.

J'ai assuré à mes interlocuteurs que la solidarité de l'ONU à l'égard du pays ne fléchirait jamais. Nous

restons disposés à appuyer tous les efforts visant à mettre un terme aux combats pour favoriser l'avènement d'une paix durable, et nous continuerons d'aider les autorités et les citoyens ukrainiens à opérer les changements qui seront capitaux en vue d'édifier un avenir démocratique, sûr, indépendant et prospère.

Par contraste avec la situation actuelle, le Donbass était relativement calme au moment de ma visite. Néanmoins, mes interlocuteurs conviennent tous que, bien que la mise en œuvre du processus de Minsk avance, il ne sera pas possible de régler rapidement les nombreux problèmes auxquels est confrontée l'Ukraine, et ce du fait des profondes divisions économiques et géopolitiques provoquées par le conflit et qui y sont intrinsèquement liées.

Nous avons tous – en particulier les parties au conflit – une responsabilité de contribuer, de manière concertée et de toute urgence, à passer d'un discours belliqueux à un discours propice à la coopération, et d'une logique de guerre à une logique de paix.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Feltman de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

**M<sup>me</sup> Murmokaitė** (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de son exposé, et je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance publique à la lumière de la détérioration récente de la situation dans l'est de l'Ukraine et des violations continues des accords de Minsk. La Russie et les militants illégaux soutenus par la Russie persistent à interpréter le cessez-le-feu à leur manière tordue : l'Ukraine doit cesser le feu tandis que les militants peuvent continuer de tirer.

Je suis convaincue que personne dans cette salle ne doute du fait qu'un pays attaqué doit faire tout son possible pour se protéger. Face à une agression, chaque État a le droit naturel de défendre son territoire et son peuple. C'est exactement ce que fait l'Ukraine – elle se défend face aux attaques incessantes contre son unité, sa souveraineté et son intégrité territoriale. À maintes reprises au cours des derniers mois, ses dirigeants ont tenté de sauvegarder le cessez-le-feu en faisant de nouvelles propositions, en fixant de nouvelles échéances et en décrétant de nouvelles périodes de silence. Cependant, les militants ont profité de la retenue de l'Ukraine pour se regrouper, se réarmer et s'emparer de nouvelles terres. Depuis le début du cessez-le-feu,

les militants se sont emparés de 550 kilomètres carrés supplémentaires de territoire ukrainien entre Donetsk et Marioupol et, selon leurs chefs, ils n'ont pas l'intention de s'arrêter là.

En dépit des nombreux appels de la communauté internationale lui demandant de fermer ses frontières pour empêcher l'afflux illégal d'armes et de combattants étrangers, la Russie maintient ses frontières grandes ouvertes à l'afflux d'armes meurtrières et de soldats de fortune. Voici un extrait typique du rapport publié le 16 janvier par la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) :

« La Mission spéciale d'observation a vu trois camions non immatriculés remorquant trois obusiers D-30 122-mm à la pointe sud de la ville de Donetsk, en direction de l'ouest au-delà d'un point de passage contrôlé par la « République populaire de Donetsk. Deux chars de combat T-80 non immatriculés ont été repérés par la Mission alors qu'ils se dirigeaient rendaient en direction du sud-est à Makiivka ... La Mission a repéré un convoi de 21 camions militaires Ural et KAMAZ, toujours non immatriculés, faisant mouvement vers le sud sur une autoroute près de Starobesheve... Quatre des camions semblaient transporter du matériel de communication, et les autres étaient couverts. »

Voici un autre rapport. Dans son exposé hebdomadaire qui couvre la période allant du 15 au 21 janvier, la mission d'observation de l'OSCE à Goukovo et Donetsk a souligné :

« La mission d'observation a constaté qu'un certain nombre d'individus vêtus de tenues militaires ont continué de traverser la frontière dans les deux directions ... Au cours de la période considérée, les équipes d'observation ont remarqué 396 hommes et femmes vêtus de tenues militaires qui ont traversé la frontière dans les deux directions... 93 % des traversées ont eu lieu au point de passage de Donetsk. »

Le peu d'informations que l'on parvient à glaner sur les deux kilomètres où est déployée la mission d'observation de l'OSCE donne une idée claire de ce qui se passe loin du regard des observateurs. Il n'est pas surprenant que la Russie continue de bloquer toutes les tentatives d'élargir la portée de la mission d'observation de l'OSCE à la frontière. Les sources ukrainiennes

estiment qu'à la date du 15 janvier, les séparatistes détenaient 542 chars, 990 véhicules blindés de transport de troupes, près de 700 systèmes d'artillerie, quelque 70 roquettes Grad et 57 systèmes de défense aérienne.

Comment se fait-il, si ce n'est grâce à l'appui de la Russie, qu'un groupe hétéroclite de militants illégaux puisse se procurer un arsenal aussi impressionnant d'armes et d'armements lourds sophistiqués, qui à ce stade peuvent probablement rivaliser avec les arsenaux des petits pays européens? Et comment aurait-il été possible, sans l'appui continu de la Russie, qu'un groupe hétéroclite de militants se procure les millions nécessaires pour acheter tout ce matériel et ces armes lourdes, en particulier dans une zone où l'on dit que la population locale meurt de faim et que les hôpitaux n'ont même par les moyens d'acheter du pain pour leurs patients? Et la Russie prétend qu'elle n'est pas une partie à ce conflit. La guerre dans l'est de l'Ukraine n'est pas une guerre civile, comme certains le prétendent, mais une tentative calculée et systématique de déstabiliser l'Ukraine – une guerre parrainée de l'étranger.

Grâce à leurs armes sophistiquées, notamment les roquettes Grad, les systèmes d'artillerie, les chars modernes et les véhicules blindés de transport de troupes, et à l'afflux de mercenaires étrangers, les militants maintiennent leur barrage d'attaques meurtrières. Ces dernières semaines en particulier, une augmentation inquiétante du nombre de violations du cessez-le-feu s'est produite, notamment un assaut massif des militants sur l'aéroport de Donetsk. Hier encore, des combats intenses ont été signalés à plusieurs endroits, notamment au nord-ouest de Lougansk, où les militants ont détruit, à grand renfort de tirs d'artillerie, et occupé un des points de passage contrôlés par l'armée ukrainienne.

Un nombre croissant d'éléments de preuve montrent que les militants utilisent systématiquement les zones résidentielles comme couverture pour lancer des roquettes Grad et bombarder les forces ukrainiennes. Au total, depuis l'annonce du cessez-le-feu le 5 septembre 2014, les forces et les civils ukrainiens ont été bombardés plus de 5660 fois, quelque 1 500 soldats ukrainiens ont été tués ou blessés, et au moins 151 civils ont été tués. Nous attendons avec intérêt les résultats de l'enquête approfondie effectuée sur l'attaque de l'autocar de Volnovakha Nous devons veiller à ce que les auteurs de cet acte répréhensible et des innombrables autres actes de violence et violations

flagrantes des droits de l'homme qui ont été commis, en particulier dans le périmètre des zones contrôlées par les groupes séparatistes illégaux, en répondent.

Alors que la propagande russe lance l'anathème contre toutes les actions défensives de l'Ukraine en les qualifiant de violations du cessez-le-feu, la Russie n'a jamais condamné ni désavoué, ne serait-ce qu'une fois, les activistes séparatistes, pourtant illégaux et hors-la-loi. Au contraire, les velléités de réécriture des accords de Minsk de la Russie, pour servir à légitimer et à entériner les gains territoriaux réalisés par les activistes, attestent de l'appui sans réserve que le Kremlin apporte à ces criminels. La Lituanie s'élève contre tous les appels à la renégociation des clauses du cessez-le-feu. Les paramètres convenus du cessez-le-feu existent déjà et doivent être respectés. Nous exhortons toutes les parties, en particulier la Russie, à collaborer sans plus tarder et à mettre en œuvre les accords de Minsk dans leur intégralité.

Si la Russie souhaite réellement mettre fin aux ravages de la violence et au carnage dans l'est de l'Ukraine, y compris à la mort de ses propres soldats, anonymes, déployés pour livrer une guerre contre une nation fraternelle, elle doit cesser de déstabiliser l'Ukraine, arrêter les livraisons militaires à ses sbires, mettre un terme aux groupes séparatistes illégaux et retirer tout son matériel militaire. La frontière russo-ukrainienne doit être sécurisée. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) doit assurer une surveillance continue. Tous les otages et toutes les personnes détenues illégalement doivent être libérés, y compris la pilote ukrainienne Nadiya Savchenko, qui a été enlevée et qui est retenue illégalement en Russie.

Il faut garantir aux observateurs internationaux, y compris les missions de surveillance de l'ONU et de l'OSCE, un accès complet et sans condition à l'ensemble du territoire ukrainien, y compris la Crimée. Il demeure important que les observateurs internationaux puissent accéder sans restrictions et sans obstruction à la Crimée eu égard à la situation de la communauté tatare autochtone, qui ne cesse de se détériorer depuis l'annexion par la Russie de cette région.

Ma délégation appuie fermement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et ne saurait reconnaître l'annexion illégale de la Crimée. Nous exhortons les signataires des accords de Minsk à n'épargner aucun effort pour trouver une solution pacifique à la crise. Nous exhortons la Russie, en particulier, à observer les principes fondamentaux

énoncés dans la Charte des Nations Unies et à mettre fin à sa politique déstabilisatrice, expansionniste et revancharde dans la région, notamment en Ukraine, en République de Moldova et dans le Caucase du Sud, où, contrairement aux engagements qu'elle a pris en vertu des accords d'août et de septembre 2008, elle s'emploie à annexer les régions géorgiennes de l'Abkhazie et de Tskhinvali sous le couvert des prétendus traités d'alliance et de partenariat stratégique.

**M<sup>me</sup> Power** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance sur la crise en cours en Ukraine. Nous savons gré au Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de l'attention sans faille qu'il consacre à cette situation alarmante et du signal d'alarme qu'il a lancé aujourd'hui au Conseil dans des termes des plus explicites.

Cette séance, la première du Conseil sur l'Ukraine de l'année 2015, est aussi notre vingt-huitième séance sur cette crise en 11 mois, soit un nombre beaucoup plus élevé, au cours de la même période, que pour toute autre situation. Or, si nous continuons ainsi de nous réunir sur la question de l'Ukraine, c'est que, en dépit des innombrables engagements pris auprès de la communauté internationale dans le sens de la désescalade, aussi bien ici, au Conseil, qu'à Genève, à Minsk, à Berlin, en Normandie et ailleurs, la Russie continue de choisir la voie de l'escalade et du brouillage des cartes. Outre qu'elle occupe la Crimée, la Russie continue de former et d'équiper les séparatistes et de se battre à leurs côtés dans l'est de l'Ukraine. De fait, elle a si constamment rompu ses engagements et violé son obligation de ne pas retrancher à un autre pays une partie de son territoire que certains au sein du Conseil pourraient se mettre à accepter son comportement comme une réalité malheureuse mais inévitable, une nouvelle norme, qui serait dangereuse pour l'Ukraine et dangereuse pour la paix et la sécurité internationales, car laisser faire équivaldrait à récompenser l'agression et à mettre en péril les règles fondamentales de notre sécurité collective.

Car la situation actuelle est dangereuse. Elle est dangereuse parce que la Russie continue de former et d'équiper en armes lourdes les séparatistes, ainsi que de combattre à leurs côtés, en violation flagrante de l'accord de Minsk de septembre, de la souveraineté ukrainienne et du droit international. Alors même que nous siégeons au Conseil aujourd'hui, les séparatistes, formés, approvisionnés et épaulés par la Russie, sont en train de

lancer une offensive de grande envergure contre la ville stratégique de Debaltseve, à l'intérieur du territoire contrôlé par l'Ukraine, en violation flagrante des lignes de cessez-le-feu convenues à Minsk le 19 septembre, et ce dans l'objectif de prendre le contrôle d'un carrefour ferroviaire stratégique. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a rapporté hier qu'au moins 30 roquettes Grad avaient atterri sur la ville le 19 janvier, faisant trois morts et 12 blessés parmi les civils. L'OSCE a confirmé que ces roquettes provenaient de la direction de la ville de Horlivka, aux mains des séparatistes. Hier, des médias indépendants ont signalé que les séparatistes avaient fait sauter un pont ferroviaire reliant la ville portuaire de Marioupol au reste de l'Ukraine. Il n'y a pas eu, heureusement, de victimes, mais cette ville est désormais tributaire d'un accès par le nord, via Donetsk, et se trouve de ce fait isolée et vulnérable aux attaques des séparatistes.

Ces manœuvres semblent avoir un caractère calculé et stratégique. Depuis que le Président Poroshenko a annoncé unilatéralement, le 9 décembre, un « régime de silence » qui a permis une brève accalmie, les séparatistes et leurs soutiens russes ont attaqué plus de 1 000 fois les positions ukrainiennes. Depuis la fin de décembre, la Russie a fait passer une centaine au moins de pièces d'équipement militaire et de matériel russe aux séparatistes. Ces dernières livraisons viennent s'ajouter aux centaines de pièces militaires russes précédemment livrées aux séparatistes depuis septembre, y compris des chars, des véhicules blindés de transport de troupes, des pièces d'artillerie lourde et d'autres véhicules militaires.

L'OSCE n'est autorisée à travailler qu'à deux points de contrôle sur toute la longue frontière russo-ukrainienne. Toutefois, rien que sur ces deux points de contrôle, les observateurs de l'OSCE ont pu observer des centaines de personnes en tenue de style militaire traversant librement la frontière chaque semaine. Les séparatistes ont des effectifs de combat plus imposants, dotés d'armements plus importants, que certains pays européens. Pendant ce temps, la Russie s'apprêterait à envoyer aux séparatistes en territoire ukrainien son douzième convoi de réapprovisionnement, à la fin du mois. Si l'on s'en tient à ce qui s'est passé à l'occasion des 11 dernières livraisons, la Russie ne permettra pas aux observateurs internationaux ou aux autorités ukrainiennes d'inspecter entièrement ces convois. Si la Russie envoie effectivement de l'aide humanitaire, qu'est-ce qu'elle a à cacher?

La situation actuelle est dangereuse. Elle est dangereuse parce que les séparatistes continuent de harceler, de menacer et d'intimider les observateurs impartiaux déployés par l'OSCE, et qui sont au service de la communauté internationale. D'après un rapport en date du 14 janvier de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE déployée en Ukraine, celle-ci s'est fait arrêter à Oktyabr, à un poste de contrôle gardé par les séparatistes, par un commandant séparatiste hostile qui a ordonné que sa voiture soit fouillée et a déclaré que les observateurs seraient tués si l'on y retrouvait un appareil-photo, outil de travail pourtant classique dans le travail de documentation. D'après ces observateurs, des gardes séparatistes les ont tenus en joue durant tout cet échange, alors que leur équipe ne représentait aucune menace et n'avait, fort heureusement, pas d'appareil-photo.

La situation actuelle est dangereuse. Elle est dangereuse parce que la Russie continue de violer les engagements qu'elle a pris et d'opter pour l'escalade. L'Ukraine et la communauté internationale ont tenté plusieurs efforts d'importance pour trouver une solution pacifique au conflit, y compris par l'entremise du groupe de contact trilatéral sur l'Ukraine, du Protocole de Minsk, du groupe de Normandie et d'autres instances de négociation. Nous sommes toujours convaincus qu'il ne peut y avoir de solution militaire et que les négociations politiques sont cruciales. Toutefois – on y revient encore et encore –, alors que, dans ses propos, la Russie promet la paix, elle fait la guerre par ses actions. Maintes et maintes fois, le Président Poutine a tendu une branche d'olivier d'une main alors qu'il distribuait des missiles BM-21 Grad et des chars de l'autre main.

La situation actuelle est dangereuse. Elle est dangereuse parce que les actes de la Russie contribuent directement à une crise humanitaire. Chaque jour qui passe, davantage de civils sont tués et mutilés. Beaucoup d'entre nous ont vu les images épouvantables de l'attaque, le 13 janvier, à Volnovakha, d'un autocar, frappé alors qu'il attendait de passer à un poste de sécurité ukrainien. Ces images inoubliables de la neige saturée de sang à côté du car, des vitres soufflées par l'explosion et des trous béants dans les sièges et rideaux, et des marches ensanglantées de la porte arrière, resteront gravées dans nos mémoires. Treize civils ont été tués dans cette attaque et au moins 16 autres personnes ont été blessées.

Dans un rapport daté du 17 janvier, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE a indiqué qu'elle avait :

« inspecté le site au peigne fin en [se] concentrant sur cinq cratères laissés par les explosions qui se sont produites pendant cet incident. Cette inspection a notamment consisté en une analyse détaillée de deux de ces cratères, dont le cratère situé à 10 mètres de l'autobus. D'après l'analyse de la Mission spéciale d'observation, tous les cratères examinés ont été faits par des roquettes en provenance du nord-nord-est ».

La Mission spéciale d'observation, une mission impartiale, a conclu que les cratères retrouvés sur le site du crime avaient été faits par des roquettes tirées depuis la direction nord-nord-est du poste de contrôle. Cette zone est aux mains des séparatistes soutenus par la Russie et de nombreuses informations provenant de diverses sources du domaine public ont montré des séparatistes tirant des roquettes Grad à partir du territoire situé au nord-nord-est de Volnovakha.

Le jour même où le bus a été frappé, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE a signalé avoir entendu des tirs de roquettes Grad en provenance de plusieurs autres zones contrôlées par les séparatistes. Au début, les séparatistes se sont vantés sur les médias sociaux de cette attaque contre un poste de contrôle ukrainien mais ces messages ont disparu après qu'on a appris qu'un bus transportant de nombreux civils avait été touché.

Pour chaque attaque contre des civils qui fait la une des journaux, des dizaines d'autres, pas moins meurtrières, passent inaperçues. Depuis le début du conflit, plus de 10 000 personnes ont été blessées. Près de 5 000 personnes ont été tuées, dont 800 environ depuis la dernière séance du Conseil consacrée à la crise en Ukraine (voir S/PV.7311), en novembre. Une des attaques qui n'a pas été signalée dans les journaux a eu lieu le 11 janvier. D'après la Mission spéciale d'observation de l'OSCE, des mortiers ont frappé deux maisons dans la ville de Hranitne, contrôlée par le Gouvernement, blessant une fillette qui a succombé à ses blessures avant d'arriver à l'hôpital. Elle n'avait que trois ans.

Ce sont là quelques-unes des raisons pour lesquelles les derniers efforts des Russes visant à rejeter la faute sur l'Ukraine sonnent si creux. Jeudi, le Président Poutine a adressé une invitation de dernière minute au Président Poroshenko en vue d'examiner un

nouveau prétendu plan de paix élaboré par la Russie – un plan qui libérerait la Russie de l'engagement qu'elle a pris à Minsk de retirer ses combattants et de redonner le contrôle de la frontière internationale à l'Ukraine. Ce plan chercherait à légitimer les territoires conquis par les séparatistes depuis septembre, ainsi que le personnel et le matériel militaire russes présents sur le territoire ukrainien. Nous avons vu de tels plans de paix par le passé, en Abkhazie, en Ossétie du Sud et en Transnistrie. Quand le Président Poroshenko a refusé l'offre de M. Poutine, la Russie a immédiatement lancé une attaque diplomatique et médiatique, affirmant que cela prouvait que l'Ukraine n'était pas attachée à la paix. Dévoilons le plan de paix de M. Poutine et disons ce qu'il est réellement : un plan d'occupation russe.

Nous devons appliquer les plans de paix dont nous disposons déjà – des plans de paix que la Russie a signés et enfreints. Si la Russie souhaite vraiment la paix, elle doit donner suite à ce qui a été convenu à Minsk, des accords qu'elle a acceptés il y a plus de quatre mois. Si la Russie veut mettre fin à ce conflit, les mesures qu'elle doit prendre sont les mêmes que celles convenues le 5 septembre 2014 : retirer tout le matériel et le personnel militaire d'Ukraine; cesser de soutenir les séparatistes; ne pas entraver la Mission d'observation de l'OSCE; rétablir le contrôle du Gouvernement ukrainien sur la frontière internationale et libérer tous les otages, y compris les personnes détenues en Russie, notamment la pilote ukrainienne Nadia Savchenko. Nous croyons comprendre que M<sup>me</sup> Savchenko observe une grève de la faim depuis près d'un mois pour protester contre sa détention et qu'elle souffre de graves problèmes de santé. Et la Russie n'a toujours pris aucune des mesures décidées à Minsk.

Contrairement à la Russie, l'Ukraine n'a cessé de prendre des mesures pour désamorcer la crise; elle a fait des progrès mesurables concernant plusieurs engagements clés pris à Minsk et a adopté des réformes clés en vue de faire reculer la corruption et d'accorder une plus grande autorité à ses régions. En septembre et en décembre, le Président Poroshenko a annoncé un cessez-le-feu unilatéral de la part des forces ukrainiennes, ce qui a permis un recul bref mais net de la violence. La paix ne peut cependant pas être assurée de manière unilatérale. Là où l'Ukraine a été contrainte de riposter face aux tentatives cyniques des séparatistes et des forces russes de se servir du cessez-le-feu pour obtenir d'autres territoires, les forces ukrainiennes ont essayé de maintenir leurs positions sur la ligne convenue.

Bien entendu, le Gouvernement ukrainien doit se conformer aux normes internationales, au moment même où il défend son territoire et son peuple. Nous sommes préoccupés par le rapport du Conseil européen sur les mauvais traitements subis dans des prisons ukrainiennes et nous exhortons le Gouvernement à ouvrir des enquêtes approfondies et impartiales sur ces données, et à mettre au point un plan pour régler ce problème. Nous prenons au sérieux les cas signalés d'emploi présumé d'armes à sous-munitions dans des zones habitées. Toutes les parties doivent prendre les précautions possibles pour éviter la mort de civils, notamment par le pillage de zones civiles.

Il serait dangereux, pour une raison plus générale, d'accepter les actions de la Russie comme étant la nouvelle norme. Nous avons déjà vu ces tactiques par le passé. Avant l'est de l'Ukraine, nous les avons vues en œuvre en Crimée et, avant la Crimée, dans les régions géorgiennes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et, avant cela, en Géorgie et en Transnistrie. En fin de compte, toutes ces crises produites par Moscou ont le même objectif : absorber des territoires de pays voisins et créer des conflits gelés. La Russie s'emploie constamment à refroidir davantage ces conflits gelés. Ces dernières semaines par exemple, en même temps que la Russie faisait fi de ses accords de Minsk, le Président Poutine mettait la dernière main à une autre série d'accords, les prétendus « traités d'alliance », avec les autorités de fait en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Ces traités aggraveront des années de violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie.

En quoi ces conflits sont-ils gelés? L'instabilité est gelée. Les violations de la souveraineté sont gelées. La militarisation est gelée. En somme, tous les problèmes pour le règlement desquels l'ONU, et le Conseil de sécurité en particulier, ont été créés, sont gelés. Si la Russie parvient à atteindre ses objectifs, si nous laissons ce comportement devenir la nouvelle norme, ce ne sera pas la dernière fois que la Russie utilise ces tactiques qui ont déjà servi.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Le Conseil de sécurité consacre un grand nombre de séances à plusieurs questions louables dans cette salle. Nous entendons beaucoup de belles paroles sur la nécessité de trouver une solution pacifique à des crises politiques, sur l'impossibilité d'une solution militaire, sur l'état de droit, la démocratie et l'ouverture des processus politiques, ainsi que sur les droits de l'homme et la primauté de la protection des civils en

période de conflit. Néanmoins, après avoir consacré ici une trentaine de séances à l'Ukraine, on se demande si ces déclarations concordent avec la situation dans le pays. Peuvent-elles être directement appliquées ou bien sont-elles simplement prononcées à des fins rhétoriques avant d'être reléguées aux oubliettes quand les intérêts politiques l'emportent? Toutes les résolutions et déclarations présidentielles adoptées ici sont-elles pertinentes pour un pays comme l'Ukraine?

La Fédération de Russie respecte pleinement les accords de Minsk en vue de trouver une solution à la crise ukrainienne. Nous le prenons en compte dans nos contacts avec les parties, y compris les dirigeants ukrainiens, les militants et les représentants des pays étrangers intéressés, notamment dans le cadre de rencontres au format Normandie. Malheureusement, Kiev a saboté la réunion du 16 janvier du groupe de contact de Minsk : les représentants ukrainiens ne sont en effet pas rendus dans la capitale bélarussienne.

La situation sur le terrain s'est récemment beaucoup détériorée, l'aéroport de Donetsk étant devenu l'épicentre des affrontements. Bien que, conformément aux accords de Minsk, le contrôle de l'aéroport devait être assuré par les milices, cette question n'a pas été réglée de manière pacifique en raison de différends concernant d'autres zones de la ligne d'affrontement. Les forces armées ukrainiennes ont continué de bombarder Donetsk et d'autres zones habitées de cette région, faisant de nombreuses victimes civiles.

Le 15 janvier, le Président russe a envoyé une lettre au Président ukrainien quant à la nécessité d'appliquer rigoureusement le régime de « silence » et de retirer rapidement les arsenaux de la ligne des contacts, conformément aux accords de Minsk, sur la base des coordonnées sur lesquelles la partie ukrainienne a insisté – je le souligne – et de la liste des activités des parties concernant le retrait de tous types d'artillerie, classique ou de riposte, selon un calendrier précis, un point sur lequel la partie ukrainienne a insisté.

La Russie a fait part de sa volonté d'exercer son influence sur les milices pour veiller à ce que cette voie soit choisie et rapidement suivie dans un esprit de bonne volonté afin d'éviter ainsi de nouvelles victimes civiles et de fournir une aide à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) s'agissant de contrôler la mise en œuvre de ces mesures. Je précise que cette lettre a été envoyée suite à des contacts téléphoniques entre les dirigeants russe et ukrainien. Toutefois, au lieu



de donner suite comme il convient à cette proposition, la partie ukrainienne a repris les tirs d'artillerie à Donetsk.

L'escalade actuelle de la situation dans le Donbass est loin d'être accidentelle. Durant toute la durée du cessez-le-feu, la partie ukrainienne a enfreint les accords de Minsk en renforçant sa présence militaire dans le sud-est du pays, la militarisation et le regroupement ont pris de l'ampleur, et de nouvelles vagues d'appels mobilisation pour se venger des défaites de 2014 ont été lancées de Kiev.

Dans le même temps, un certain nombre de pays qui appuient activement les «partisans de la guerre» à Kiev ont fourni, de manière irresponsable, des articles à des fins militaires. Il est évident que les faits survenus ces derniers jours sont une nouvelle tentative de Kiev visant à régler le conflit politique interne par des moyens militaires, ce qui exacerbera la crise de l'État ukrainien et entraînera de nombreuses victimes civiles. En définitive, cela risque de provoquer une catastrophe.

À de nombreuses reprises, dans cette salle, nous avons déjà souligné que ceux qui sont arrivés au pouvoir suite à un coup d'État – le prétendu Gouvernement des vainqueurs – bien qu'ils soient soutenus par des radicaux armés, mènent une politique qui n'a rien à voir avec le rétablissement de l'unité nationale du pays. Kiev a écarté tous les instruments visant une solution politique à la crise interne. L'accord signé le 21 février par M. Yanukovych et l'opposition sur la formation d'un Gouvernement d'union nationale a été enterré dès le lendemain. La déclaration de Genève du 17 avril, qui prévoyait une réforme constitutionnelle rapide et globale avec la participation de toutes les régions et forces politiques, a été ignorée. La feuille de route du Président en exercice de l'OSCE a été rejetée. Quelqu'un a-t-il vu un quelconque dialogue national inclusif, ainsi que le prévoyait le protocole de Minsk?

La première décision des forces qui ont pris le pouvoir après le coup d'État à Kiev a été de restreindre les droits des minorités linguistiques et de réprimer les dissidents. Bien que la moitié du pays soit russophone, presque tous les médias de langue russe ont été fermés, les télévisions russes se sont vues interdites de diffusion, et les forces politiques qui représentent les citoyens de souche russe dans le sud-est de l'Ukraine ont fait l'objet d'intimidation voire tout simplement d'interdiction. Des crimes terribles ont également été commis contre les populations vivant dans le sud-est et le sud, qui n'ont pas fait l'objet d'enquêtes sérieuses et n'ont toujours pas été élucidés. Le 2 mai à Odessa,

des dizaines de personnes ont été brûlées vives dans la Maison des syndicats. Le 9 mai, jour de la victoire de la Grande Guerre patriotique, des civils ont été abattus à Marioupol. Et au début du mois de juin, des frappes aériennes ont été menées à Lougansk.

La nature et la dynamique de la crise ukrainienne sont difficiles à saisir sans une compréhension des courants idéologiques qui la sous-tendent. L'année dernière, le 14 octobre a été déclaré jour de fête nationale en Ukraine, alors que c'est le jour de la création de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, qui a combattu aux côtés des nazis. Il s'agit là de la glorification suprême des complices et collaborateurs ukrainiens des nazis, Bandera et Choukhevytch, qui ont le sang de dizaines de milliers de citoyens soviétiques et polonais sur les mains. Bandera a ordonné l'exécution à grande échelle de ses opposants, en particulier en se fondant sur la nationalité. Je tiens à rappeler les propos de Bandera, qui clamait : « Je vais tuer tous les Polonais de 16 à 60 ans ». Choukhevytch disait quant à lui à ses partisans :

« Ne persécutons pas; fusillons! N'ayons pas peur que l'on nous maudisse pour notre cruauté. Si, sur les 40 millions d'Ukrainiens, il n'en reste que la moitié, ce n'est pas un problème! »

Aujourd'hui des marches aux flambeaux, dans le style de la Waffen-SS, où sont brandis les portraits de ces prétendus « héros de l'Ukraine », ont lieu en plein jour, avec l'approbation des autorités de Kiev.

Honnêtement, les Ukrainiens méritent mieux comme héros. Pour les habitants de l'est de l'Ukraine, c'est un peu comme si aux États-Unis, le jour de la fondation du Ku Klux Klan était proclamé fête nationale et que ses membres défilaient à Washington, en brûlant des croix et en déployant à travers tout le pays des milices pour rétablir l'ordre.

Mais, à la télévision allemande, le Premier Ministre Yatsenyuk a regretté que «l'Union soviétique ait envahi l'Ukraine et l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale». Visiblement, il préférerait que l'Ukraine soit encore sous occupation nazie aujourd'hui. Pourtant, l'Europe « éclairée » reste muette. Il est très étrange que ceux qui se disent civilisés puissent tolérer ce genre d'idéologie subversive. Voilà donc l'idéologie qui guide les opérations dites « antiterroristes » menées par Kiev, et qui sont en réalité des opérations punitives. Des avions, des armes lourdes, de l'artillerie, des armes à sous-munitions et au phosphore pourtant interdites,

des missiles tactiques et des lance-roquettes multiples sont utilisés contre les villes du sud-est. Le nombre de victimes confirmé s'élève à près de 5 000. Les réfugiés et les personnes déplacées seraient un million. Dans la ville de Donetsk, plus d'un millier de maisons ont été détruites. Un grand nombre de petites villes et autres zones habitées ont été entièrement détruites. Des frappes ont été menées contre des zones résidentielles et des infrastructures, au mépris total du droit international humanitaire et de la décence morale la plus élémentaire. Même les grandes organisations non gouvernementales occidentales, qu'on peut difficilement soupçonner de sympathie pour les milices populaires, disent que les forces de sécurité ukrainiennes ne font pas la distinction entre cibles militaires et cibles civiles.

Kiev a réagi immédiatement au tragique incident qui s'est produit le 13 janvier impliquant un bus de passagers dans la ville de Volnovakha, accusant les milices sans preuve ni aucune enquête. Or, selon les conclusions de la Mission de l'OSCE, les tirs venaient de la direction nord-nord-est, c'est-à-dire d'une zone où les milices populaires ne sont pas présentes. Le Gouvernement ukrainien utilise cette tragédie dans toute la mesure possible pour alimenter l'hystérie militariste.

Dès le jour suivant, l'artillerie ukrainienne a intensifié les attaques à l'artillerie et les bombardements contre les villes du Donbass, causant la mort de dizaines de civils, y compris des femmes, des enfants et des personnes âgées. Un arrêt de bus a été frappé par des tirs hier, faisant deux morts et 11 blessés graves. Ce ne sont là que les derniers incidents du genre.

Une station de télévision russe sur place affirme qu'aujourd'hui à Donetsk, huit civils ont été tués et 30 blessés, parmi lesquels des enfants. Côté ukrainien, on parle de cinq civils tués et de 29 blessés. Les rebelles disent à peu près la même chose. À Stakhanaov, dans le district de Lougansk, près de 10 personnes ont été tuées aujourd'hui à la suite de plusieurs salves de roquettes. Cependant, personne à Kiev n'organise de cortèges funèbres. Ces victimes sont comme ignorées.

Dans le sud-est, une partie importante de la force militaire se compose de bataillons dits « volontaires », financés par des oligarques ukrainiens qui n'obéissent à personne. Certains d'entre eux arborent ouvertement des symboles nazis. Les autorités de Kiev, qui pourtant n'ont cessé d'évoquer l'unité et l'intégrité territoriale du pays, n'ont rien fait pour mener un véritable dialogue national ou une réforme de la Constitution, avec la

participation de toutes les composantes de la population et de toutes les régions. En outre, Kiev fait tout pour isoler physiquement le sud-est du pays. Il a ainsi été décidé de fermer toutes les institutions de l'État dans cette partie du pays et de ne plus payer les salaires des fonctionnaires, y compris les prestations sociales et les retraites. La circulation des personnes et des marchandises est limitée le long des lignes de contact. Et depuis le 12 janvier, les transports entre l'Ukraine et Lougansk sont complètement interrompus.

La situation humanitaire est catastrophique. L'été dernier, nous avons déjà soulevé ce point et proposé que le Conseil adopte un projet de résolution à cet égard. Certains membres du Conseil de sécurité n'ont malheureusement pas répondu à notre appel. Ils ont ergoté sur le sujet, pinaillant sur le nombre de victimes à atteindre avant de pouvoir qualifier la situation de « crise humanitaire ». Aujourd'hui, il n'y a plus de place pour la démagogie. Les acteurs humanitaires du système des Nations Unies considèrent la situation comme une crise de grande échelle nécessitant une présence sur le terrain, la fourniture de divers types d'aide humanitaire et des fonds recueillis grâce à des appels humanitaires.

Ils ont récemment fait état d'une détérioration de la situation concernant l'acheminement de l'aide en raison de nouvelles entraves de la part des autorités de Kiev. La Russie fournit une aide humanitaire importante au Donbass, en dépit de la controverse que certains membres du Conseil ont tenté de créer à cet égard. Dans le même temps, nous nous employons à trouver un accord avec les autorités de Kiev, malgré leurs tentatives d'obstruction, sur les conditions de l'acheminement de ces convois. Nous fournissons en outre des renseignements actualisés sur les convois et les cargaisons humanitaires. L'aide passe également par divers canaux, et la Russie vient de verser, il y a quelques jours, 5 millions de dollars au Programme alimentaire mondial pour l'aide humanitaire au peuple ukrainien.

Les accords de Minsk, signés en septembre par Kiev et les représentants de Lougansk et Donetsk, sous l'égide de l'OSCE et de la Russie, ont jeté les bases d'un règlement pacifique. Il faut aujourd'hui que le Groupe de contact reprenne sans plus tarder son travail concret pour qu'ils soient appliqués intégralement. Pour notre part, nous mettons tout en œuvre pour qu'une nouvelle réunion du Groupe de contact puisse avoir lieu à Minsk dès que possible. Nous exhortons tous les membres responsables de la communauté internationale à faire pression sur les autorités ukrainiennes pour qu'elles

renoncent à la logique de l'affrontement et à leur politique de répression par la force dans le sud-est. Elles doivent comprendre que la question prioritaire désormais est de lancer un dialogue direct à l'échelle de l'Ukraine pour parvenir à un accord sur un ordre constitutionnel pour le pays, au sein duquel tous les citoyens sans exception trouveraient leur place et verraient leur sécurité garantie.

**M. Mangaral** (Tchad) : Je voudrais tout d'abord remercier la délégation lituanienne d'avoir pris l'initiative de ce débat. Je voudrais également remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Feltman, de son exposé.

Le Tchad est préoccupé par la dégradation de la situation sécuritaire en Ukraine, notamment dans les régions de Donetsk et Lougansk, dans l'est du pays où, après une période de relative accalmie, un regain de tension prévaut depuis le début de l'année 2015. Des échanges de tirs et des affrontements violents ont en effet éclaté de l'aéroport de Donetsk le 29 décembre 2014, faisant de nombreuses victimes parmi les soldats ukrainiens et les séparatistes. Cela constitue une violation grave du cessez-le-feu consacré par les accords de Minsk des 5 et 19 septembre 2014.

Nous déplorons cette recrudescence de la violence illustrée par les tirs d'obus le 13 janvier sur un autobus près de la localité de Volnovakha, dans l'est de l'Ukraine, tuant au moins une douzaine de civils, dont la majorité serait des femmes. À cela s'ajoutent les violents combats des dernières 48 heures, occasionnant plusieurs morts dans les rangs des troupes ukrainiennes et des victimes civiles. Le Tchad condamne fermement ce retour de la violence et appelle les parties en présence au respect du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils dans les conflits armés.

Le Tchad prend note de l'adoption, le 20 janvier, par le Parlement ukrainien d'une loi prévoyant la mobilisation partielle d'environ 50 000 réservistes dans l'armée en 2015. Nous restons, cependant, convaincus que la solution à la crise ukrainienne est politique et qu'elle dépend largement de la volonté des Ukrainiens eux-mêmes de s'engager dans un véritable processus de négociation pour parvenir à une paix durable. À cet égard, le Tchad appelle les parties au calme et à la retenue et exhorte le Gouvernement à trouver les voies d'un dialogue national direct et inclusif en vue d'une réconciliation nationale.

Le bilan en termes de coûts humains de la guerre civile en Ukraine tout au long de l'année 2014 est tristement

lourd. Plus 4 800 victimes mortelles, auxquelles s'ajoutent les 298 victimes du Boeing malaisien, affrété pour le vol MH17 de la Malaysia Airlines, abattu en juillet dans l'est de l'Ukraine, 10 300 blessés, dont 102 enfants, et plus d'un million de personnes déplacées.

Face à ce drame humain, le Tchad encourage la communauté internationale à multiplier et à diversifier les efforts de médiation afin de relancer le processus de paix en Ukraine. De même, nous exhortons les pays ayant une influence sur les parties à mettre la pression nécessaire à la recherche de la paix en Ukraine, dans le respect de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'unité de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies.

**M. Oyarzun Marchesi** (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat. Je tiens également à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Jeffrey Feltman, de sa présentation.

Bien souvent, dans les couloirs de l'Organisation, on entend parler d'une certaine lassitude concernant la question ukrainienne en raison des innombrables réunions consacrées à ce sujet, tant au Conseil de sécurité qu'à l'Assemblée générale. Je tiens à dire très clairement ici que l'Espagne ne se lassera jamais de défendre l'unité et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. C'est pourquoi nous pensons qu'il est important que le Conseil de sécurité continue de suivre de très près l'évolution de la situation.

Nous avons écouté avec inquiétude la présentation du Secrétaire général adjoint, M. Feltman, qui a qualifié la situation sur le terrain d'alarmante. Ce cri d'alarme a été confirmé par le Conseil permanent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui s'est également réuni hier et a fait le même constat.

L'Espagne soutient, bien évidemment, les activités de l'OSCE ainsi que les efforts déployés par le Groupe de contact trilatéral en vue de parvenir à un véritable cessez-le-feu et de mettre en œuvre les aspects restants des accords de Minsk. Le protocole et le mémorandum de Minsk continuent d'être les paramètres absolument fondamentaux et ne doivent pas être réinterprétés. Tous les efforts visant à revenir sur la voie définie par les accords de Minsk sont les bienvenus. Aussi espérons-nous que les efforts entrepris ces derniers jours au format Normandie et dans le cadre du Groupe de contact trilatéral continueront de réaliser des avancées.

Comme je l'ai dit, nous sommes extrêmement préoccupés par l'aggravation de la situation sur le terrain. Nous pensons qu'il est absolument nécessaire que tous les signataires des accords de Minsk réaffirment la validité du cessez-le-feu.

En ce qui concerne la population civile, je dirais qu'il est indispensable et urgent de prévenir ses souffrances. Il est nécessaire de garantir une distribution efficace de l'aide humanitaire. L'Union européenne a démontré et continue de démontrer qu'elle est un atout fondamental. À ce jour, elle a accordé une assistance de 76 millions d'euros et s'emploie à en augmenter le montant. Quarante pour cent de cette aide a été allouée aux habitants des zones de conflit tenues par les rebelles. Je voudrais dire qu'il existe un risque clair d'instrumentalisation de l'aide humanitaire et qu'il serait nécessaire de travailler ensemble pour établir un mécanisme, peut-être dans le cadre du Groupe de travail trilatéral, en vue d'en faciliter et d'en accélérer la distribution à ses destinataires.

Finalement, il est important de rappeler que toute solution durable passe par le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. C'est le sens de la résolution 68/262 de l'Assemblée générale, et c'est le message fondamental que le Ministre espagnol des affaires étrangères et de la coopération, M. García Margallo, transmettra aux autorités de Kiev, lors de son prochain voyage les 8 et 9 février. Ce sera l'un de ses tout premiers déplacements depuis que l'Espagne occupe un siège de membre non permanent au sein du Conseil de sécurité.

**M. Lamék** (France) : Je vais commencer par remercier M. Feltman de sa présentation. Nous avons bien entendu son cri d'alarme devant la détérioration de la situation sécuritaire dans le Donbass au cours des derniers jours, les combats ayant repris avec une violence que nous n'avions plus vue en Ukraine depuis plusieurs mois, notamment autour de ce qui reste de l'aéroport de Donetsk.

L'urgence aujourd'hui est de parvenir à la désescalade pour remettre le dialogue politique sur les rails. Il faut que les parties comprennent qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit, qui a déjà fait plus de 5 000 morts et qui a un coût considérable pour l'Ukraine, pour la Russie et pour l'Union européenne.

Seule la mise en œuvre complète et de bonne foi des accords de Minsk par toutes les parties est à même

d'offrir une sortie de crise. Tous les efforts doivent être mis au service de cet objectif.

La France reste pleinement mobilisée en vue de parvenir à un règlement pacifique et durable du conflit, et elle soutient, dans ce contexte, toutes les initiatives internationales qui participent à cet objectif. Le Ministre Laurent Fabius est en contact étroit avec ses homologues allemand, russe et ukrainien. Aujourd'hui, en ce moment même, ont lieu à Berlin de nouveaux échanges au niveau des Ministres en format Normandie.

Nos objectifs, récemment rappelés par le Président de la République, sont clairs et ils sont constants : respect du cessez-le-feu, retrait des armes lourdes de la ligne de contact, règlement des questions humanitaires et, à terme, élection de nouveaux représentants dans l'est de l'Ukraine.

Hier, le Conseil permanent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) – au sein duquel la Russie et l'Ukraine sont représentées – a adopté une déclaration politique appelant à la désescalade et à la mise en œuvre complète des accords de Minsk. C'est également un pas dans la bonne direction. Mais au-delà des paroles, il faut surtout maintenant des actes concrets, vérifiables.

Le Conseil de sécurité, qui a abordé l'an passé plus de 30 fois la crise ukrainienne, doit accompagner ces efforts et participer à cette recherche d'une solution pérenne. C'est une crise dont les risques de dérapage, en Ukraine et au-delà, ne peuvent pas être sous-estimés. L'Ukraine doit, à ce titre, rester au cœur des priorités du Conseil de sécurité.

Mais pour la même raison, nous souhaitons aussi ouvrir en 2015 un nouveau chapitre afin de sortir d'une spirale de confrontation, et nous souhaitons le faire sans renoncer à nos principes : rien ne peut venir remettre en cause la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, dans ses frontières internationales.

La situation présente aujourd'hui, paradoxalement, un visage plus clair qu'il y a quelques mois. Les paramètres d'une sortie de crise sont maintenant connus de tous, il s'agit des accords de Minsk. Contre toute attente, et malgré l'alternance de phases de violence – comme à présent – et de calme, cette feuille de route a tenu jusqu'à la semaine dernière. Elle n'est pas remise en cause par les parties.

Mais sa mise en œuvre reste très laborieuse. Les discussions au sein du Groupe de contact sont trop lentes

et n'aboutissent qu'à de timides résultats. C'est dû à la très grande méfiance des parties russe et ukrainienne l'une envers l'autre. Il faut dépasser cet état de fait et encourager chacune des parties à prendre le courage de s'engager.

Au-dessus, il existe désormais un mécanisme de validation et d'impulsion politique : le format Normandie. Celui-ci a pour but à la fois d'encourager les parties à aller plus loin, et il agit également pour prendre acte des avancées réalisées.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire. La situation sur le terrain nous le démontre tragiquement aujourd'hui. Nous avons l'obligation de progresser, si nous voulons que la dynamique diplomatique prenne le pas sur la violence et le chaos.

Il nous paraît évident que la Russie renâcle à s'engager ouvertement et durablement dans le sens de la normalisation de la situation. La violence des derniers jours est une preuve de plus de sa capacité à alimenter la tension, alors que s'amorçait un processus diplomatique. Nous appelons également l'Ukraine à lancer un processus qui doit aboutir à des réformes institutionnelles dotant le Donbass d'un degré élevé d'autonomie, dans le respect de la souveraineté de l'Ukraine. Et nous appelons de nouveau la Russie à arrêter le transfert d'armes et d'hommes à la frontière russo-ukrainienne. Nous appelons la Russie à faire usage de toute son influence sur les séparatistes pour que soit pleinement respecté le cessez-le-feu.

La sécurisation de la frontière russo-ukrainienne demeure l'un des points cruciaux de la sortie de crise. Et les convois venant d'Ukraine, de l'UE et bien évidemment, aussi, de la Russie, doivent tous être déployés conformément à l'ordre juridique ukrainien.

Notre politique se fonde sur la fermeté et l'ouverture au dialogue. Cela est valable à New York, comme ailleurs. Notre résolution est sans failles aux côtés de nos partenaires européens et américains.

**M. Hmoud** (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, de son exposé détaillé.

La Jordanie exprime sa profonde préoccupation face à la dégradation accélérée de la situation en Ukraine et à la gravité des événements qui s'y déroulent, qui obligent le Conseil de sécurité et l'ensemble de la communauté internationale à redoubler d'efforts,

comme jamais auparavant, pour trouver un règlement à cette crise. Celle-ci a fait plus de 4 700 victimes jusqu'à présent et déplacé plus d'un million de citoyens vers d'autres régions d'Ukraine et vers les pays voisins, en raison des combats qui font rage dans l'est et de la détérioration de la situation humanitaire, en particulier au niveau des services sociaux et sanitaires de base, outre les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme qui sont commises. S'il n'est pas utile de les énumérer à chaque fois, il importe de dire qu'il faut y mettre fin.

C'est pourquoi nous demandons à toutes les parties de faire preuve de retenue, de déclarer l'arrêt immédiat de l'emploi de la force et de sauver le processus de paix en reprenant les négociations pacifiques et en évitant une nouvelle escalade ou un glissement vers le conflit, qui ne ferait qu'accroître la violence entre toutes les parties au conflit. Nous réaffirmons de nouveau qu'il importe que les parties s'abstiennent de toute rhétorique incendiaire et de tout acte de provocation et qu'elles fassent prévaloir la raison et le dialogue.

La Jordanie insiste sur la nécessité du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité de l'Ukraine, et de la non-ingérence dans ses affaires intérieures, ainsi que sur la nécessité de ramener le calme et la sécurité dans les régions frontalières et de porter un coup d'arrêt à l'afflux de combattants et d'armes étrangers dans le camp des séparatistes.

L'instabilité en Ukraine ne nuit pas seulement à ce pays, mais à tous les pays de la région, et se répercute sur les plans politique et économique sur toute la région. C'est pourquoi nous réaffirmons qu'il importe de prendre des mesures concrètes pour mettre pleinement en œuvre l'esprit et la lettre de l'accord de Minsk, cadre politique convenu par toutes les parties aux fins d'une paix globale.

Nous demandons aussi au Gouvernement ukrainien de poursuivre ses programmes de réforme, en particulier dans le secteur public et le secteur judiciaire, et de rendre la justice, notamment en demandant des comptes à ceux qui ont commis des crimes, en particulier ceux qui ont utilisé des munitions explosives, et en les traduisant en justice, et en menant à terme les procès intentés à certains d'entre eux. Nous insistons sur la nécessité de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils, fournir les services de base aux citoyens et mettre en œuvre la stratégie mise au point pour les cinq prochaines années dans le domaine des droits de l'homme.

Enfin, la Jordanie apprécie et appuie tous les efforts déployés pour ramener la paix et rétablir la sécurité et la stabilité en Ukraine, notamment par les dirigeants européens et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que par le Kazakhstan, en vue d'accueillir un sommet quadripartite à la fin du mois. La Jordanie attend avec grand intérêt la tenue de ce sommet ainsi que la convocation d'une réunion d'urgence du Groupe de contact, à Minsk, et elle espère que ces deux réunions aboutiront à des résultats positifs et à un règlement satisfaisant pour toutes les parties. Nous appelons également les parties à faire la preuve de leur réel engagement et à saisir ces chances de paix en œuvrant à l'apaisement de la situation en Ukraine et à l'instauration d'une paix durable.

**M. Mark Lyall Grant (Royaume-Uni)** (*parle en anglais*) : Je me félicite de l'exposé présenté aujourd'hui par le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, suite au déplacement qu'il a effectué dernièrement en Ukraine. L'inquiétante recrudescence de la violence, au cours de la semaine dernière, souligne la grave menace que la situation dans l'est de l'Ukraine continue de faire peser sur la paix et la sécurité internationales.

Nous avons tous été choqués par la mort de pas moins de 12 civils à Volnovakha au début du mois ainsi que par les informations faisant état de bombardements d'hôpitaux à Donetsk. Et nous avons également continué de voir affluer toujours plus d'informations faisant état du passage de personnel et de matériel russes à travers la frontière ukrainienne. Au milieu de tout cela, nous avons également continué d'entendre l'habituel mélange de dénégations et de désinformation de la Russie.

Il est clair, comme il était clair quand nous nous sommes réunis la dernière fois en novembre (voir S/PV.7311), que les agissements de la Russie continuent de porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, en violation des normes internationales et au mépris des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. L'incidence humanitaire de ces agissements est tout aussi claire. Plus d'un million de personnes ont été déplacées de leurs foyers et, alors que l'on s'enfonce dans l'hiver, la situation ne peut qu'empirer, tandis que personnes âgées, jeunes et infirmes sont encore plus vulnérables. Les séparatistes doivent autoriser l'accès des convois humanitaires ukrainiens aux régions qu'ils contrôlent, et la Russie doit cesser d'utiliser ses convois humanitaires unilatéraux comme couverture à l'approvisionnement en armes de ces séparatistes.

La situation des droits de l'homme est tout aussi préoccupante, puisque des violations des droits de l'homme ont été signalées dans la péninsule de Crimée illégalement annexée et que l'on observe un effondrement total de l'ordre public dans les régions contrôlées par les séparatistes.

Face à cette aggravation de la situation, nous devrions tous être consternés que les appels répétés au cessez-le-feu et au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine n'aient pas été entendus. Toutes les parties doivent engager un dialogue constructif et permettre que la violence dans l'est de l'Ukraine prenne fin. La Russie doit prendre les mesures qui s'imposent pour retirer son matériel et ses soldats d'Ukraine, cesser son soutien aux séparatistes et assurer un contrôle efficace de ses frontières.

Contrairement à ce qu'elle persiste à affirmer, les preuves de l'appui apporté par la Russie ne souffrent aucune contestation. Il y a deux jours, deux compagnies de l'armée russe, dont près de 30 véhicules blindés de transport de troupes et une dizaine de chars, ont été aperçus traversant la frontière et pénétrant en Ukraine. Nous voyons tous les jours des soldats russes opérer aux côtés des séparatistes. Nous voyons des séparatistes brandir des mitrailleuses PKP, la toute dernière mitrailleuse russe. Nous avons également vu des chars T-72 BM, fournis par la Russie, dans les rues de Lougansk et de Donetsk. Ni les mitrailleuses PKP ni les chars T-72 BM ne sont utilisés par les forces armées ukrainiennes.

Les conséquences de la situation dans le Donbass continuent de nuire aussi bien aux populations qu'aux économies ukrainiennes et russes. Or, il existe une issue politique : la mise en œuvre des accords conclus à Minsk en septembre. Cependant, malgré la multiplicité des initiatives diplomatiques, notamment la réunion au format Normandie d'aujourd'hui, plus de 1 000 personnes ont été tuées depuis que ces engagements ont été pris en septembre, et les séparatistes ont pris le contrôle de zones nettement plus importantes du territoire de l'Ukraine depuis les accords de septembre.

De fait, toute analyse de la mise en œuvre des accords de Minsk expose au grand jour le fait que la Russie et les séparatistes n'ont pas mis en œuvre 10 des 12 engagements pris à cette occasion. En particulier, le refus de la Russie de mettre en œuvre deux dispositions clefs continue de miner les perspectives de paix en Ukraine.

Premièrement, à Minsk, toutes les parties se sont engagées à garantir une surveillance continue de la frontière entre l'Ukraine et la Russie et à faire en sorte que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) puisse s'assurer de la création d'une zone de sécurité dans les régions frontalières entre l'Ukraine et la Russie. En dépit de tous les efforts déployés par l'OSCE, dont le travail est exemplaire en dépit des problèmes qu'elle rencontre, seuls deux points de passage sont actuellement surveillés du côté russe, et des centaines de kilomètres sont donc ouverts à l'afflux d'armes et de personnel en Ukraine. Si elle tient sérieusement aux accords de Minsk, la Russie doit arrêter de bloquer l'expansion de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE.

Deuxièmement, à Minsk, toutes les parties ont décidé « de retirer les formations armées, le matériel militaire, les combattants et les mercenaires illégaux du territoire de l'Ukraine ». Pourtant, des centaines de soldats russes se trouvent toujours sur le territoire de l'Ukraine, de même que des milliers de soi-disant volontaires, en violation flagrante du protocole. Le retrait de ces forces est un élément fondamental des accords de Minsk, et il est le seul moyen de garantir l'intégrité territoriale future de l'Ukraine.

Il importe que le Conseil continue de suivre attentivement la situation en Ukraine et qu'il insiste pour faire avancer la mise en œuvre des accords de Minsk. La Russie a choisi de ne pas honorer ses engagements et de ne pas avancer dans cette voie pour rétablir la stabilité. Et malheureusement, l'Ukraine n'est pas la seule concernée. La Russie a passé un accord avec une province géorgienne séparatiste, l'Abkhazie, et elle est en train de faire la même chose avec une autre région géorgienne, l'Ossétie du Sud. Cela met en évidence un schéma d'ingérence russe dans les affaires intérieures de ses voisins et le mépris flagrant de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale.

Nous appelons la Russie à jouer de son influence sur les séparatistes, à cesser ses activités déstabilisatrices et à œuvrer de bonne foi à un règlement politique. Les accords de Minsk fournissent le cadre nécessaire à cet objectif. Ils doivent être mis en œuvre intégralement et dans les plus brefs délais.

**M. Liu Jieyi** (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de son exposé.

La situation actuelle dans l'est de l'Ukraine reste agitée et marquée par une augmentation des affrontements armés et des actes de violence résultant en pertes en vies humaines et en destructions de biens. La Chine est profondément préoccupée par cette situation. Les principales priorités consistent désormais à ce que toutes les parties concernées mettent effectivement et intégralement en œuvre les accords de Minsk, gardent leur calme et fassent preuve de retenue, empêchent une nouvelle escalade du conflit et des affrontements et instaurent au plus vite un cessez-le-feu pour faire cesser la violence dans l'est de l'Ukraine.

La Chine estime qu'un règlement politique est le seul moyen de régler la question ukrainienne. La crise en Ukraine est ancrée dans des faits historiques et des causes contemporaines complexes. Une solution fondamentale à la question ukrainienne nécessite de prendre pleinement en compte les droits et les aspirations légitimes de toutes les régions et de tous les groupes ethniques de l'Ukraine, tout en répondant aux préoccupations raisonnables de toutes les parties concernées afin d'équilibrer leurs intérêts.

La Chine salue et appuie les efforts récents déployés par les parties compétentes en vue de promouvoir le règlement politique de la question ukrainienne et espère qu'elles mèneront des efforts concertés, tiendront pleinement compte des intérêts légitimes et des préoccupations raisonnables de chaque camp et, par l'intermédiaire de mécanismes de médiation tels que les formats Normandie et Minsk, trouveront une solution politique globale, équilibrée et durable au plus vite afin de réaliser la paix, la sécurité, la stabilité et le développement en Ukraine et dans toute la région.

La position de longue date de la Chine repose sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays. Nous appuyons toutes les mesures qui favorisent la tenue de dialogues et de consultations en vue de trouver une solution politique à la crise ukrainienne. Nous maintiendrons notre position juste et objective en assumant un rôle positif et constructif dans la recherche d'une solution politique à la question ukrainienne.

**M. Ramírez Carreño** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, nous tenons à vous remercier d'avoir convoqué la présente séance d'information du Conseil de sécurité sur l'Ukraine. Nous saluons également le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman,

et le remerciements de son exposé sur la situation actuelle en Ukraine.

La République bolivarienne du Venezuela appuie le principe du règlement pacifique des différends, conformément au droit international. Nous plaçons pour un règlement politique et diplomatique de la crise ukrainienne, de manière constructive et dans le respect des normes et principes du droit international.

Nous sommes fermement convaincus de la nécessité de mettre fin aux hostilités dans le sud-est de l'Ukraine dans les meilleurs délais. Nous rejetons les actes de violence et les persécutions ethniques et politiques, ainsi que les actes de terrorismes quels qu'en soient les auteurs.

Les négociations directes constituent le meilleur moyen de réaliser cet objectif, en évitant toute intervention dans les affaires intérieures des États, qu'elle soit militaire, politique ou économique.

Le Venezuela tient à souligner que la médiation des organismes régionaux est la voie à suivre pour parvenir à un règlement négocié du conflit, et à cet égard, il appuie les efforts déployés par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Allemagne et la France en faveur du processus de dialogue entre l'Ukraine, la Russie et les représentants de la région du Donbass. Nous espérons que les récentes réunions politiques permettront d'instaurer un cessez-le-feu qui mènera à une paix durable, dans le strict respect des accords de Minsk.

Le Venezuela estime que les parties doivent faire preuve de modération afin d'éviter que le dialogue ne soit compromis par des actes unilatéraux qui remettraient en question le processus de paix. À cet égard, notre pays rejette l'application de sanctions coercitives unilatérales, qui sont contraires au droit international et contreproductives si l'on tient à rétablir la paix et la stabilité dans la région, car elles érodent le climat de confiance nécessaire entre les parties.

De même, nous estimons que tout incident sur le terrain doit faire l'objet d'une enquête indépendante qui doit apporter les preuves de ses conclusions.

Il faut éviter l'escalade militaire et la propagation du conflit, et il faut donc déployer tous les efforts possibles pour éliminer les causes profondes et historiques de la crise afin de réaliser une paix solide et durable pour tous les acteurs concernés.

Nous appelons les parties à respecter strictement leurs obligations en ce qui concerne la protection des civils dans les régions touchées par la violence, notamment à garantir l'accès de l'aide humanitaire aux personnes déplacées, aux réfugiés et autres populations qui résident dans les zones touchées par le conflit.

Enfin, nous appelons toutes les parties à redoubler d'efforts dans leur recherche d'une solution politique juste et durable, dans leur propre intérêt et dans l'intérêt de toute la région.

**M. Haniff** (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Ma délégation remercie le Secrétaire général adjoint, M. Jeffrey Feltman, de son exposé détaillé.

La Malaisie partage la profonde préoccupation exprimée par le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, et par les membres du Conseil face à la détérioration de la situation sur le terrain dans l'est de l'Ukraine. Comme l'a souligné le Secrétaire général le 18 janvier, l'escalade des combats, en particulier à l'aéroport de Donetsk, menace de faire échouer le cessez-le-feu conclu en septembre 2014. Afin de désamorcer immédiatement la situation, la Malaisie appelle les parties au conflit à cesser les combats et à honorer les engagements qu'elles ont pris de mettre en œuvre le protocole et le mémorandum de Minsk dans leur intégralité. Une solution militaire serait intenable et ne profiterait à personne.

La crise en Ukraine a fait trop de victimes. Près de 5 000 personnes ont été tuées, tandis que plus d'un million de personnes ont été déplacées. La Malaisie déplore vivement le récent bombardement tragique, le 13 janvier dans la région de Donetsk, d'un autocar transportant des civils, qui a fait 12 morts et de nombreux blessés, dont des femmes et des enfants. La Malaisie appelle à une enquête indépendante sur cet incident, afin que les auteurs de cet attaque répondent de leurs actes. C'est un autre exemple des tueries insensées dont nous sommes témoins, alors que l'escalade du conflit dans l'est de l'Ukraine continue de faire de plus en plus de victimes innocentes.

Après que le vol MH17 eut été abattu, causant la mort de 298 civils – un événement qui a choqué le monde entier l'été dernier –, la Malaisie avait espéré que cette tragédie inciterait les parties au conflit à la désescalade, à cesser les combats et à s'engager dans un dialogue en vue de trouver une solution politique au conflit. Au



contraire, le conflit s'est poursuivi et intensifié depuis lors, faisant encore plus de victimes et provoquant une crise humanitaire.

Notre conviction est que le respect des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies est absolument fondamental pour le maintien de la paix et la sécurité internationales. Nous réaffirmons notamment notre attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi qu'au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, consacré par la Charte. À cet égard, la Malaisie condamne toute menace et tout emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'Ukraine, qui sont d'ailleurs à l'origine de cette crise, et considère que de telles menaces constituent une violation de la Charte des Nations Unies.

La Malaisie appelle chacun à faire preuve d'un engagement constructif et exhorte les parties au conflit à continuer d'explorer tous les moyens possibles pour trouver une solution pacifique. La Malaisie appuie tous les efforts en faveur de la paix, notamment les initiatives diplomatiques internationales visant à régler la situation en Ukraine. Nous appelons toutes les parties à respecter l'état de droit, y compris le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, à agir de façon responsable et à œuvrer à la recherche d'un règlement pacifique. La Malaisie est prête à jouer un rôle constructif en vue de la désescalade de la crise et de la reprise des pourparlers, afin de rétablir la stabilité et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous espérons que les deux camps feront preuve de retenue et parviendront à une solution mutuellement acceptable. Toutes les parties doivent privilégier avant tout l'intérêt, le bien-être et la sécurité du peuple ukrainien.

**M. Laro** (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de son exposé. Le Nigéria est vivement préoccupé de constater qu'en dépit des divers efforts pour résoudre la crise en Ukraine, la situation sur le terrain demeure inchangée. Les combats entre les forces gouvernementales et les rebelles séparatistes se poursuivent sans relâche, et se sont même intensifiés.

Dans nos déclarations sur la crise en Ukraine, nous avons toujours appelé à une solution politique permettant de répondre de manière appropriée aux préoccupations des séparatistes tout en préservant et en respectant pleinement la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine. Notre position n'a pas changé. Nous exhortons les parties à

œuvrer en toute bonne foi en vue de briser l'impasse actuelle concernant l'application des accords de Minsk, qui, de l'avis du Nigéria, fournissent un cadre crédible et viable pour le règlement pacifique de la crise.

**M. McLay** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : L'escalade récente de la violence en Ukraine remet gravement en cause ce qui était au mieux, même avant cette dernière évolution, des avancées fragiles vers la paix. Nous partageons pleinement l'avis du Secrétaire général adjoint selon lequel la situation est de plus en plus préoccupante, en particulier la situation humanitaire. La Nouvelle-Zélande reste donc vivement préoccupée par ce conflit, et en particulier par ses incidences sur les principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies, tels que l'intégrité territoriale et l'interdiction du recours à l'emploi ou à la menace de la force. Le conflit a entraîné des pertes de vies inacceptables, essentiellement des vies civiles. Plus d'un million de personnes ont dû quitter leurs foyers et doivent maintenant faire face à un hiver très rude.

Nombreux sont les exemples des effets de cette tragédie sur des citoyens innocents. La destruction au cours des dernières 24 heures d'un pont important à Lougansk, bien qu'il s'agisse clairement d'un objectif militaire, entrave l'acheminement d'une aide humanitaire vitale, ce qui est totalement inadmissible. Par conséquent, nous appelons à une coopération étroite entre toutes les parties concernées, y compris l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en vue de fournir de toute urgence une assistance humanitaire aux populations vulnérables.

Il est particulièrement préoccupant que le conflit se poursuive en dépit des engagements clairs et sans équivoque énoncés dans le protocole et le mémorandum de Minsk. Nous appelons toutes les parties à honorer pleinement leurs engagements au titre de ces accords, qui prévoyaient notamment une cessation immédiate et totale des hostilités, avec une définition claire de la ligne de contact entre les parties. Nous appelons également à la poursuite du processus de libération des détenus. Ces conditions doivent être réunies sans plus tarder afin qu'il puisse y avoir une reprise des pourparlers diplomatiques productifs, notamment les consultations au sommet qui ont été annoncées. Ces consultations doivent avoir lieu de toute urgence. Nous devons tous comprendre que cette crise ne peut être réglée par l'usage de la force. Il faut trouver une solution politique viable.

C'est avec préoccupation que nous continuons de prendre connaissance d'informations faisant état

de l'implication de troupes et de matériel russes dans ce conflit. Nous exhortons la Russie et les séparatistes prorusses à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous appelons également la Russie à user de son influence, ainsi que son représentant vient de nous indiquer qu'elle l'avait déjà fait, pour veiller à ce que les séparatistes prorusses respectent pleinement le cessez-le-feu.

Nous saluons le rôle de médiation de l'OSCE, et nous encourageons cette dernière à poursuivre ses efforts en vue de la cessation des hostilités. Toutefois, nous pensons également que le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations Unies. Comme cela a déjà été souligné, le Conseil s'est réuni pas moins de 27 fois en 2014 pour discuter de la situation en Ukraine; mais jusqu'à présent, nous avons vu très peu d'effets de cette attention de haut niveau.

Par conséquent, aujourd'hui en cette vingt-huitième séance sur l'Ukraine, la Nouvelle-Zélande estime que le Conseil est dûment saisi de cette question et appelle ce dernier à faire preuve d'un engagement plus résolu en s'employant véritablement à appuyer les efforts pour négocier une solution au conflit. Alors et alors seulement, obtiendrons-nous des résultats tangibles dans l'intérêt de ceux qui sont les plus touchés – les habitants de l'est de l'Ukraine.

**M. Gaspar Martins** (Angola) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons de la tenue de la présente séance cet après-midi et remercions le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de l'exposé très détaillé qu'il a présenté au Conseil.

La crise en Ukraine a de graves conséquences pour la stabilité politique, économique et sociale du peuple ukrainien, et nous convenons qu'il faut utiliser tous les moyens pacifiques pour résoudre ce problème. Les accords de Minsk signés en septembre constituent une base importante en vue d'un règlement, à condition que toutes les parties concernées fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour les traduire dans les faits, dans la lettre et dans l'esprit. Nous savons qu'une session de négociations regroupant les Ministres des affaires étrangères de la Russie, de l'Ukraine, de la France et de l'Allemagne était prévue cet après-midi à Berlin. Nous sommes convaincus qu'une solution négociée est possible si les parties en ont la volonté politique. Cela serait sans aucun doute le bienvenu pour le Conseil en ce début d'année et au moment où nous reprenons nos délibérations sur cette crise.

La situation humanitaire dans l'est de l'Ukraine est lamentable, et il est inacceptable qu'un si grand nombre de personnes continuent d'être tuées, mutilées et privées de nourriture, d'eau salubre, de logement et d'autres éléments essentiels à la vie humaine, en particulier compte tenu du froid intense qu'elles connaissent cet hiver.

Pour terminer, l'Angola exhorte toutes les parties directement ou indirectement impliquées dans ce conflit à utiliser les renseignements à leur disposition pour trouver des solutions possibles afin, dans le cadre de ce conflit, de préserver la paix et la sécurité internationales.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Chili.

Nous remercions M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, pour son exposé.

Pour commencer, je tiens à exprimer notre profonde préoccupation devant la nouvelle aggravation de la crise dans l'est et le sud de l'Ukraine, en particulier aux alentours de l'aéroport de Donetsk. Nous regrettons la détérioration des conditions de sécurité, qui s'accompagne de graves conséquences pour la population civile, qui continue d'être victime de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits commises par toutes les parties.

Nous appelons les parties à respecter pleinement le cessez-le-feu, supervisé et contrôlé par la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, conformément aux dispositions des accords de Minsk. Nous ne doutons pas que toutes les parties sont pleinement en mesure d'appliquer ces accords, qui constituent un instrument politique sans exclusive visant à assurer la paix et la tranquillité pour l'ensemble de la population de l'est de l'Ukraine. Nous exhortons toutes les parties à poursuivre ce dialogue de haut niveau afin de trouver une solution pacifique à ce conflit, à faire preuve de retenue et à s'abstenir de prendre des mesures unilatérales susceptibles d'exacerber les tensions. Nous espérons que le groupe de contact de Minsk pourra obtenir des résultats positifs au cours des prochaines semaines.

Tant qu'une solution pacifique durable n'aura pas été trouvée, une aide humanitaire doit être fournie sans tarder et dans le respect des principes humanitaires. Les efforts de la communauté internationale doivent être acheminés par l'intermédiaire du Gouvernement

hôte, à qui incombe au premier chef la responsabilité de l'assistance et de la protection.

Nous insistons sur le fait qu'il demeure important de renforcer l'état de droit et sur l'obligation de respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies, à la résolution 68/262 de l'Assemblée générale et au droit international, ainsi que le principe de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État.

Enfin, nous réitérons notre appui aux efforts soutenus déployés par le Secrétaire général pour mettre fin à la situation que connaît l'Ukraine, et nous sommes confiants que les différents mécanismes internationaux indépendants continueront de contribuer à la recherche d'une solution à cette crise.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

**M. Sergeyev (Ukraine) (*parle en anglais*) :** Je saisis cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, de votre conduite efficace des travaux du Conseil en janvier. C'est la première fois que ma délégation prend la parole cette année, et je tiens donc à féliciter les nouveaux membres – l'Angola, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne et la République bolivarienne du Venezuela – pour leur élection au Conseil. Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance, et je remercie également le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Feltman, pour son exposé.

Près d'une année s'est écoulée depuis les faits survenus en février et mars 2014, lorsque la Fédération de Russie a manipulé deux des principes de base de l'ONU – le droit à l'autodétermination et le droit à la protection – dans le but de créer un prétexte juridique fallacieux pour envahir l'Ukraine. Elle a donc occupé puis annexé une partie du territoire souverain de l'Ukraine, la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol. Tôt ou tard, la Fédération devra répondre de ce crime d'agression contre l'Ukraine devant la justice.

À ce jour, la Fédération de Russie poursuit son agression militaire dans les régions de Donetsk et de Lougansk, par l'envoi d'unités militaires sur notre territoire, par la fourniture d'armes lourdes aux groupes terroristes locaux ainsi que par la formation,

l'équipement et le financement de mercenaires et en menant une guerre de l'information. Cette agression vise à obliger mon gouvernement à changer d'ordre constitutionnel et territorial, et menace ainsi l'intégrité territoriale et la souveraineté politique de l'Ukraine.

Durant l'année écoulée, chaque jour a été traumatisant pour le peuple ukrainien. Le 8 juin, des activistes de la « République populaire du Donetsk » ont torturé et tué huit prêtres et paroissiens de l'église protestante dans la ville ukrainienne de Sloviansk. Le 17 juillet, le vol MH17 de la Malaysia Airlines a été abattu depuis une zone contrôlée par les terroristes. La semaine dernière, le 13 janvier, des terroristes ont tiré sur un bus transportant des passagers en provenance de la ville ukrainienne de Volnovakha, tuant 13 civils ukrainiens et en blessant 15 autres. L'enquête en cours sur cette dramatique attaque terroriste contre des civils près de Volnovakha, ainsi que les conclusions pertinentes de la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, démontrent que l'obus a été tiré depuis les zones nord-nord-est actuellement occupées par des groupes armés illégaux. Je saisis cette occasion pour exprimer la gratitude de l'Ukraine au Conseil, qui a fermement condamné cet acte terroriste. Mon pays mène une guerre contre le terrorisme. Il combat en première ligne pour des valeurs universelles telles que la liberté, la souveraineté et la démocratie.

Au lendemain de la signature des accords de Minsk du 5 et du 19 septembre 2014, le Président ukrainien a déclaré un cessez-le-feu et a commencé à appliquer toutes les dispositions, sans exception, de l'accord signé par les représentants de l'Ukraine, de la Russie et des rebelles. Bien qu'ils soient signataires de ces accords, la partie russe et les terroristes soutenus par la Russie continuent de violer sauvagement les dispositions des accords de Minsk. Avec l'appui de la Russie, en violation des accords de Minsk, les groupes armés illégaux occupent plus de 550 kilomètres carrés de territoire depuis septembre. Parce que les terroristes ne respectent pas le cessez-le-feu, l'Ukraine a perdu durant cette période, 237 soldats et au moins 148 civils. En violation du régime de cessez-le-feu, le bombardement de positions ukrainiennes s'est intensifié. Au cours des 10 derniers jours seulement, en particulier, le nombre de bombardements à l'artillerie a été supérieur à celui enregistré le mois dernier.

Depuis la signature des accords de Minsk en septembre, la partie russe a considérablement renforcé

sa présence militaire dans le Donbass et a rempli la région d'armes lourdes très perfectionnées. Les terroristes ont récemment annoncé la formation de leur propre force aérienne. Nous supposons qu'il s'agit d'une manœuvre visant à dissimuler le déploiement et l'utilisation futurs d'avions militaires russes. La concentration de forces armées russes à la frontière ukrainienne s'est également poursuivie et leurs effectifs atteignent maintenant 50 000 militaires.

Si vous me le permettez, Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots en russe.

*(l'orateur poursuit en russe)*

Qu'est-ce qu'un bataillon de la 76<sup>e</sup> division aéroportée de Pskov fait dans les zones résidentielles de Heorhiivka et Komachova? Qu'est-ce qu'un bataillon fait dans les zones résidentielles de Podeba et Hryhorivka?

*(l'orateur reprend en anglais)*

Un bataillon est formé d'environ 400 ou 500 hommes.

*(l'orateur poursuit en russe)*

Que fait une autre brigade d'assaut aéroportée d'Oulianovsk dans la région de Starobcheve, de même qu'un bataillon de la 76<sup>e</sup> division motorisée de Maïkop et la 49<sup>e</sup> division de Stavropol? Que font en Ukraine les unités armées venues de Volgograd, de Kaliningrad, de Kostroma, de Shilovo, de Iourga, d'Aleïsk, de Goussinoozïorsk, de Pecheneg, de Spoutnik, de Novorossiïsk, de Toula, de Naro-Fominsk ou d'ailleurs? Ces unités totalisent plus de 8 000 soldats. Sont-ils en permission, comme nous l'avons entendu dire à plusieurs reprises à la partie russe dans ses explications? Leurs familles savent-elles où ils se trouvent?

*(l'orateur reprend en anglais)*

La Russie nie officiellement avoir envoyé des troupes, mais les familles de soldats russes tués racontent autre chose. Qu'est-ce si ce n'est une agression? Nous attirons à nouveau l'attention du Conseil sur le fait que les groupes armés illégaux ont intensifié leurs attaques et leurs bombardements après avoir reçu des renforts en provenance du territoire de la Fédération de Russie, y compris sous la forme des prétendus convois humanitaires russes. Nous dénonçons les propos provocateurs des responsables russes, qui ont tenté de faire retomber la responsabilité des violations sur l'Ukraine, y compris ceux qu'a formulés aujourd'hui la délégation russe au Conseil de sécurité. Je n'ai pas l'intention de commenter sans cesse – ni de répéter – la désinformation que nous entendons concernant la mise

en œuvre par mon gouvernement des accords de Minsk ou les mesures qu'il a prises pour répondre aux besoins des citoyens ukrainiens dans le Donbass. Récemment, nous avons aidé à diffuser des informations sur cette question auprès de tous les membres du Conseil de sécurité.

Malgré l'intensification de l'agression étrangère, l'Ukraine demeure totalement attachée à un règlement pacifique de la crise, qui doit se fonder sur les accords de Minsk et sur le plein respect de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'unité politique de l'Ukraine. Nous avons instauré à deux reprises un cessez-le-feu et l'avons unilatéralement respecté. Le 13 novembre 2014, les représentants de l'Ukraine et de la Russie ont signé un document de travail prévoyant un calendrier précis de mise en œuvre des dispositions des accords de Minsk, s'agissant en particulier des assurances relatives au cessez-le-feu bilatéral, au retrait des armes lourdes et au retour à la ligne de contact. La partie russe s'est ensuite rétractée.

Le 18 janvier, l'Ukraine a une fois de plus appelé la Fédération de Russie à signer le calendrier de mise en œuvre des accords de Minsk, selon les termes du 13 novembre 2014, et à faire le nécessaire pour que le cessez-le-feu puisse s'instaurer dès le 19 janvier. Nous pensons que cela nous permettra de rétablir sur-le-champ le cessez-le-feu et de protéger les civils contre les attaques menées par les activistes dans la région au cours des quatre derniers mois. La stricte mise en œuvre du document permettra de créer les conditions propices à la tenue prochaine de consultations du groupe de contact trilatéral, puis du sommet des chefs d'État et de gouvernement à Astana. Nous exigeons que l'accord soit enfin mis en œuvre.

Comme l'a déclaré le Président ukrainien, M. Petro Poroshenko, en dépit de l'escalade des tensions et des activités des terroristes, l'Ukraine est prête à signer l'accord de cessez-le-feu, compte tenu de sa totale adhésion aux accords de Minsk. L'Ukraine fait tout pour ramener la paix. Nous attendons toujours de la partie russe le même attachement aux accords de Minsk. Après tout, c'est le Président de la Fédération de Russie qui a confirmé à maintes reprises son adhésion à la mise en œuvre des accords de Minsk dans toute leur portée et sans aucune exception. Cette position a été confirmée, entre autres, au sommet multilatéral de Milan.

Nous remercions sincèrement tous nos partenaires de leur solidarité envers nous en cette période cruciale pour l'Ukraine, l'Europe, le Conseil de sécurité et

le monde entier. Nous remercions ceux qui nous ont exprimé aujourd'hui leur appui sans faille en ce qui concerne la libération de la pilote ukrainienne Nadiya Savtchenko, qui est détenue illégalement en Russie.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Avant le début de la présente séance, nous étions censés tenir des consultations pour examiner la question de savoir si le Conseil de sécurité pourrait contribuer au règlement de la crise ukrainienne. Cependant, nos collègues s'étant plaints, la délégation des États-Unis a dévoilé son jeu, et nous savons pourquoi. Son objectif était de créer une polémique propagandiste de plus. La représentante des États-Unis a débordé la question ukrainienne pour formuler un certain nombre d'insinuations déplacées concernant la politique de la Russie. C'est pourquoi je me vois contraint d'évoquer la politique des États-Unis.

Tout au long de la crise ukrainienne, les États-Unis ont joué un rôle délétère et, pour appeler les choses par leur nom, ils ont mis de l'huile sur le feu. Après chaque déplacement de hauts responsables des États-Unis en Ukraine, le Gouvernement de Kiev renforçait sa politique de confrontation, et l'escalade militaire actuelle coïncide tragiquement avec le déplacement à Kiev du commandant des forces américaines en Europe. Il est surprenant que partout où Washington porte son regard – que ce soit vers l'Iraq, la Libye, la Syrie, l'Ukraine, ou encore ailleurs – nous ne voyions que déstabilisation, crises et effusion de sang. Peut-être les États-Unis estiment-ils que l'Europe n'a pas suffisamment de problèmes et que la partie orientale du continent a besoin d'une longue crise interminable. Il semblerait que certaines capitales européennes – mais pas toutes, comme il ressort du débat d'aujourd'hui – commencent à comprendre de quoi il retourne.

M<sup>me</sup> Power et d'autres collègues ont évoqué certains conflits qui se sont déroulés à la suite de l'éclatement de l'Union soviétique, et pour une raison que j'ignore, ont accusé la Russie d'en être responsable. Je rappelle que le conflit en Transnistrie aurait pu être réglé en 2005 si Washington ne s'était pas ingérée au dernier moment pour convaincre Chisinau de ne pas signer l'accord qui était prêt à la signature. L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud n'auraient pas déclaré leur indépendance si en 2008, le déséquilibré Saakachvili,

soutenu inconditionnellement par Washington, n'était pas devenu dingue.

Pour revenir à la question ukrainienne, au cours du débat d'aujourd'hui, nous avons entendu un certain nombre d'assertions et de griefs particuliers à l'encontre de la Russie. Je recommanderais aux collègues d'étudier attentivement le compte rendu de l'importante conférence de presse organisée à Moscou aujourd'hui par notre Ministre des affaires étrangères, M. Sergey Lavrov, et de relire aussi attentivement ma déclaration de ce jour.

Concernant la déclaration faite par le représentant ukrainien, je n'ai qu'une chose à dire : dans toutes nos multiples discussions au sein du Conseil de sécurité, la délégation ukrainienne n'a jamais rien dit qui ne soit irrespectueux, et même insultant, pour les populations du sud-est de son pays, pour lesquelles il utilise les termes de « bandits » et de « terroristes », quand l'élite politique ukrainienne n'utilise pas, parfois, les qualificatifs « inhumains » ou « insectes ». Pour ce qui est d'un dialogue politique ouvert à tous, je n'ai pas encore entendu mes collègues ukrainiens aborder le sujet. Bien que le Gouvernement de Kiev ne semble pas disposé à se pencher sur la question, il est désormais temps de faire preuve de courage politique et de comprendre qu'il n'y a pas d'autre façon de maintenir l'unité ukrainienne.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant des États-Unis a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M. Pressman** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je comprends certainement le désir du représentant de la Fédération de Russie d'évoquer d'autres conflits et d'autres crises plutôt que la situation qui nous occupe et les tactiques qu'elle emploie pour continuer de soutenir les séparatistes qui font des ravages en Ukraine. Il semble que, tout comme la Russie maintient les mêmes tactiques en ce qui concerne son appui aux séparatistes en Ukraine, elle recourt également toujours aux mêmes tactiques au sein du Conseil, à savoir la diversion et un penchant prononcé pour la fiction au détriment des faits.

Or, que les choses soient claires : il a été dit que la Fédération de Russie s'efforçait de mettre en œuvre les accords de Minsk mais en réalité, la Russie et les séparatistes qu'elle soutient n'ont pris pratiquement aucune mesure pour mettre en œuvre les accords de Minsk du mois de septembre. Par exemple, les attaques se poursuivent au-delà de la ligne de cessez-le-feu qui

a été établie. Des armes, de l'artillerie lourde et des effectifs militaires continuent d'affluer de Russie à travers la frontière au profit des séparatistes. La sécurité de la frontière n'est toujours pas assurée et des otages sont toujours en détention, y compris sur le sol russe.

Entre-temps, l'Ukraine a fait d'importants progrès dans le sens de la mise en œuvre des dispositions du protocole de Minsk du 5 septembre, notamment en déclarant à deux reprises un cessez-le-feu unilatéral alors que les séparatistes continuaient de tirer. Il a été affirmé que l'Ukraine renforçait sa présence militaire et se militarisait. En fait, l'Ukraine s'efforce de tenir la ligne de cessez-le-feu qui a été fixée le 19 septembre. Le fait que les séparatistes soutenus par la Russie ont décidé de ne pas en tenir compte et d'essayer de s'emparer de nouveaux territoires ne saurait servir de base à une renégociation de cette ligne. La ligne ne doit pas être renégociée parce que les séparatistes ont étendu leur zone de contrôle à coup de violations répétées du cessez-le-feu depuis le mois de septembre.

Il a été affirmé que l'aéroport de Donetsk, dans le cadre des accords de Minsk, devrait être placé sous le contrôle des séparatistes soutenus par la Russie. En fait, les accords de Minsk du 19 septembre stipulaient que la ligne de contact devait passer directement par l'aéroport de Donetsk et que toutes les forces devaient se retirer d'au moins 15 kilomètres de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu. L'aéroport international aurait dû rester en territoire neutre, si les accords de Minsk avaient été correctement mis en œuvre. Les accords du 19 septembre définissaient des coordonnées précises. Il ne devrait y avoir aucune ambiguïté qui ne puisse être levée grâce à un GPS.

Le représentant de la Fédération de Russie affirme que l'Ukraine ne répondra pas à la dernière proposition du Président Poutine. En fait, il n'est nul besoin de renégocier un nouveau plan de paix ou une nouvelle ligne de cessez-le-feu. Les accords de Minsk du mois de septembre, qui prévoient la cessation des combats, une surveillance internationale permanente de la frontière, le retrait de tous les équipements et personnels russes du territoire ukrainien, la libération de tous les otages et l'octroi d'une plus grande autonomie à la région dans le cadre de la législation ukrainienne, demeurent le meilleur moyen de désamorcer le conflit.

Ce que les Russes semblent faire n'est pas de mettre en œuvre les accords de Minsk, mais de modifier la ligne de contrôle qui y est définie. La Russie et les séparatistes qu'elle soutient doivent respecter

les engagements qu'ils ont pris en septembre, au lieu d'essayer de rouvrir les négociations, alors même qu'ils intensifient les violences et multiplient les attaques en vue de changer la situation sur le terrain. Plus de faits, moins d'idées fantaisistes, voilà ce qu'il nous faut. Nous devons voir la poursuite de la mise en œuvre des accords de Minsk et non pas une multiplication des incidents qui visent à faire diversion.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Apparemment, l'adjoint de M<sup>me</sup> Power a jugé qu'elle n'avait pas été assez éloquente dans la présentation de la position américaine et qu'il avait donc besoin de répéter certains passages de sa déclaration. Je regrette par ailleurs que M<sup>me</sup> Power ait décidé de ne pas poursuivre cette discussion de principe sur des questions fondamentales de politique internationale.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de l'Ukraine a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je lui donne la parole.

**M. Sergeyev** (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je vous prie de m'excuser de prendre à nouveau la parole, mais mon pays a été mentionné à plusieurs reprises ces quelques dernières minutes. Je ferai quelques remarques sur ce qu'on appelle le dialogue national sur la décentralisation en Ukraine et sur la situation humanitaire.

Comme mon collègue l'a dit, hier matin, nous avons envoyé à tous les membres du Conseil de sécurité, y compris la Fédération de Russie, des informations sur la situation sociale et humanitaire dans le Donbass, ainsi que sur les mesures prises par le Gouvernement ukrainien pour répondre aux besoins des citoyens ukrainiens dans cette région. Toutes les informations figurent dans ce document, donc je ne sais pas pourquoi mon collègue russe a prétendu que nous n'avions pas mentionné la politique d'inclusion de l'Ukraine. Il appartient aux personnes présentes de se prononcer.

En ce qui concerne la mobilisation, oui, nous sommes en train de réformer l'armée, qui a été complètement détruite au cours des dernières années. Pourquoi la réformons-nous? À cause des faits présentés aujourd'hui : le renforcement de la présence militaire russe dans le Donbass, en Ukraine, par des milliers de ressortissants russes et un armement sophistiqué. Nous sommes en droit de nous défendre. C'est la raison

pour laquelle nous agissons comme nous le faisons. Conformément au principe des Nations Unies en matière de légitime défense collective, nous avons demandé à de nombreux pays et organisations de nous aider. Il n'a pas été facile d'obtenir une réponse et nous n'avons reçu aucun armement d'une puissance égale à celle des Russes. C'est la raison pour laquelle nous prenons les mesures nécessaires pour nous défendre. C'est notre droit.

En ce qui concerne la question des citoyens ukrainiens, le document que j'ai mentionné s'adresse aux citoyens ukrainiens du Donbass qui vivent sous la menace terroriste. Qui appelons-nous des terroristes? Ceux qui ont tué les passagers du vol MH17, ceux qui ont tué des prêtres et ceux qui ont tué des civils sont

des terroristes et ils seraient considérés comme des terroristes n'importe où dans le monde, quelle que soit leur nationalité ou la menace qu'ils représentent. Nous participons à la lutte commune contre le terrorisme. Ce sont des terroristes et ils sont désignés comme tels, parce que leurs actions en font des terroristes.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

*La séance est levée à 17 heures.*